



Conseil d'Etat
Staatsrat

**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**



2015.03318

Confédération suisse
Département fédéral de l'économie, de la
formation et de la recherche DEFR
Monsieur le Conseiller Fédéral
Johann N. Schneider-Ammann
Schwengasse 2
3003 Berne

Références

Date

- 2 SEP. 2015

Procédure de consultation sur la Loi fédérale sur l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (loi relative à Innosuisse, LASEI)

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Nous nous référons à l'objet cité en titre, et vous remercions de la possibilité qui nous est donnée d'exprimer la position du Gouvernement valaisan sur ce sujet.

Le gouvernement valaisan salue la volonté du Conseil fédéral d'apporter des améliorations des conditions cadres de l'innovation, et les propositions formulées portant principalement sur les aspects organisationnels - en dotant l'entité en charge au niveau suisse d'une personnalité propre, ce qui constitue élément positif en termes d'indépendance, d'efficacité et de durabilité de l'action menée par rapport à l'organisation en place.

Il nous paraît d'autre part indispensable d'inscrire clairement le lien entre les activités de l'entité créée au niveau national et les entités régionales ou cantonales, à savoir la Fondation The Ark pour le Valais, ceci afin de garantir une bonne collaboration entre celles-ci, de favoriser les synergies et collaborations entre les différents niveaux (Confédération – régions – cantons). Nous proposons par conséquent de compléter l'art. 1 al.3 comme suit : « Elle est indépendante dans le choix de ses décisions en matière d'encouragement, mais collabore étroitement avec les acteurs fédéraux, régionaux et cantonaux de l'innovation en Suisse, préalablement identifiés et reconnus. »

A des fins d'identification de ces acteurs, nous proposons de compléter l'art. 6 al.8 en y ajoutant comme tâche du conseil d'administration d'édicter, sur proposition du conseil de l'innovation, la procédure de reconnaissance des principaux acteurs opérationnels de l'innovation en Suisse, et d'en dresser la liste. Ceci implique de facto une modification de l'art.8 al.8 pour confier au dit conseil de l'innovation la tâche de proposer la procédure y relative.

Dans le même souci de cohérence avec les niveaux régionaux et cantonaux, nous proposons de compléter l'art. 3 al.4 comme suit : « Elle encourage, dans son domaine de compétence, l'information sur les programmes cantonaux, intercantonaux, nationaux et internationaux, ainsi que le dépôt de requêtes. »

L'ordonnance sur les contributions constituera un élément complémentaire aux dispositions législatives, très important de par les précisions qu'il apportera sur les instruments d'encouragement et conditions de soutien ou encore sur la procédure de sélection des fournisseurs de prestations ; il serait par conséquent souhaitable que les cantons soient consultés sur le projet d'ordonnance.

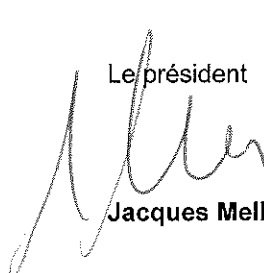



Place de la Planta, CP 478, 1951 Sion
Tél. 027 606 21 00 · Fax 027 606 21 04

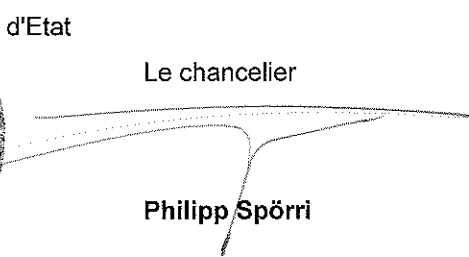
Le projet qui nous est soumis prévoit d'autre part, aux art. 12 lettre c et 22 des dispositions portant sur la restitution en cas d'exploitation commerciale et la participation aux bénéfices auxquelles nous ne souscrivons que partiellement. En effet, si le principe d'une restitution des fonds octroyés, en fonction des gains réalisés peut être admis, nous estimons par contre qu'il doit être renoncé à envisager une participation aux éventuels bénéfices, lesquels doivent rester en main des entreprises commercialisant l'innovation développée. Il en va de l'esprit même de l'encouragement à l'innovation qui sous-tend la mission d'Innosuisse.

Enfin, la possibilité accordée à Innosuisse de procéder à des évaluations de projets menées pour des tiers étrangers contre rétribution, comme il est précisé à la section 8, doit être cadrée pour que les activités qui seraient menées à ce titre ne soient réalisées qu'en deuxième priorité. Une telle activité, si elle permet de contribuer au financement de l'agence, ne doit en effet pas affecter l'efficacité et le plein investissement d'Innosuisse pour sa mission première.

Nous vous souhaitons bonne réception de ce qui précède, et vous prions de croire, Monsieur le Conseiller Fédéral, à nos sentiments les meilleurs.

Le président

Jacques Melly

Au nom du Conseil d'Etat


Le chancelier

Philipp Spörri

Copie à magda.spycher@sbfi.admin.ch